

INSTITUTION ADOUR

Extrait du Registre des Délibérations
De l'Etablissement Public Territorial de Bassin Institution Adour

Séance du 23 juin 2016



Aujourd'hui, le vingt-trois juin deux mille seize à 16h30, le Bureau dûment convoqué s'est réuni à la salle Henri Lavielle à l'Hôtel du Département des Landes sous la présidence de Monsieur Paul CARRERE

Etaient Présents :

Mesdames Christiane AUTIGEON et Céline SALLES
Messieurs Paul CARRERE, Charles PELANNE et Bernard POUBLAN

Etaient excusés :

Madame Odile LAFITTE
Messieurs Gérard CASTET et Bernard SOUDAR

OBJET : AFFAIRES DIVERSES / Autorisation de lancement et de signature - Marché : Analyse de la qualité des eaux sur le secteur Gouaneyre / Douze / Estampon

Exposé des motifs :

L'objet de ce marché est de poursuivre une étude menée par Aqualande en 2015, afin de déterminer finement l'origine des pollutions sur les bassins versants de la Douze, de l'Estampon et des affluents et ce dans le but de déterminer la marge de manœuvre de chacun pour diminuer son empreinte écologique. Cette étude s'inscrit pleinement dans les objectifs du SAGE Midouze et d'atteinte du bon état des masses d'eau.

Une nouvelle campagne de mesure, dès septembre 2016, permettrait à tous les contributeurs de ces bassins versants d'avancer rapidement dans leurs projets. Cette étude doit être validée par tous les contributeurs du bassin versant.

Ce marché non alloti est passé selon une procédure adaptée.

Son délai prévisionnel est de 3 mois et le montant prévisionnel est de 18 000 euros HT, les crédits sont inscrits au budget.

En l'absence d'observations,

LE BUREAU

Après avoir délibéré,

D E C I D E

Article 1

Monsieur le Président est autorisé à lancer la consultation et signer le marché à intervenir et ses éventuels avenants

Article 2

Monsieur le Président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et Délibéré le 23 juin 2016 à Mont-de-Marsan

Le Président,

INSTITUTION ADOUR
Département des Landes
40025 MONT DE MARSAN CEDEX



Paul CARRERE

⚡ La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'Etat.

